



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 57.352/2
du 8 avril 2015

advies 57.352/2
van 8 april 2015

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
28 décembre 2011 portant des
dispositions diverses, en ce qui
concerne certains membres du
personnel de la police intégrée'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
28 december 2011 houdende
diverse bepalingen, wat betreft
bepaalde personeelsleden van
de geïntegreerde politie'

Le 31 mars 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, en ce qui concerne certains membres du personnel de la police intégrée'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 8 avril 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 avril 2015.

*

Op 31 maart 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, wat betreft bepaalde personeelsleden van de geïntegreerde politie'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 8 april 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY, Kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 april 2015.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par le fait qu'un grand nombre de dossiers sont actuellement bloqués dans l'attente de l'adoption de l'avant-projet de loi. Les demandes de pensions des membres du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée visés aux articles 5 et 10 de la loi du 30 mars 2001 qui étaient dans les conditions pour demander leur pension mais qui avaient postposé leur départ ne peuvent rester bloquées plus longtemps ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

L'avant-projet de loi vise à prolonger pendant un an le maintien des effets d'une disposition annulée par la Cour constitutionnelle permettant à certains membres du personnel de la police intégrée de partir anticipativement à la retraite, respectivement à l'âge de 54, 56 ou 58 ans ; pour les autres membres du personnel de la police intégrée, l'âge de la retraite anticipée est l'âge fixé par le droit commun, soit 62 ans.

Dans son arrêt n° 103/2014 du 10 juillet 2014, la Cour constitutionnelle a jugé ce qui suit :

« B.6.1. Les dispositions attaquées font partie d'une réforme structurelle des retraites du personnel de la fonction publique, visant à maîtriser à long terme les coûts budgétaires du vieillissement démographique. La réforme vise en premier lieu à ce que les citoyens travaillent plus longtemps.

B.6.2. Il appartient au législateur d'apprécier dans quelle mesure il est opportun d'adopter des dispositions en vue de réaliser des économies dans le domaine des pensions de retraite et de survie. Étant donné que ces pensions sont financées au moyen de deniers publics, la charge qui repose sur l'État doit pouvoir être modifiée lorsque l'assainissement des finances publiques ou le déficit de la sécurité sociale l'exigent.

Pour établir sa politique en matière de pension, le législateur dispose par conséquent d'un large pouvoir d'appréciation. Il en va d'autant plus ainsi quand le régime concerné a fait l'objet d'une concertation sociale.

B.6.3. Toutefois, si un régime légal de pension vise certaines catégories de personnes et d'autres non ou si un même régime est applicable à des catégories de personnes qui se trouvent dans des situations essentiellement différentes, la Cour doit examiner si les dispositions attaquées sont proportionnées au but poursuivi et si elles n'ont pas d'effets disproportionnés à l'égard de l'une ou de l'autre de ces catégories de personnes. Par conséquent, il ne saurait être question de discrimination que si la différence

de traitement qui résulte de l'application des règles en matière de pension entraînait une restriction disproportionnée des droits des personnes concernées à cet égard.

B.7.1. L'âge de 60 ans auquel un fonctionnaire pouvait auparavant partir à la retraite anticipée est relevé progressivement à partir de 2013, plus précisément de 6 mois chaque année, pour atteindre l'âge de 62 ans à partir de 2016. Le nombre d'années de service requis n'augmente lui aussi que progressivement : il s'élève, en principe, à 38 ans à partir de 2013, à 39 ans à partir de 2014 et à 40 ans à partir de 2015.

B.7.2. L'article 88, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, modifié par l'article 3 attaqué, garantir toutefois au personnel roulant de la SNCB-Holding, à la police intégrée et aux (anciens) militaires, le maintien des conditions 'de durée de services' et 'des âges préférentiels de la mise à la pension' préexistantes. Les travaux préparatoires de la loi du 28 décembre 2011 ont explicité ainsi cette exception :

'La raison pour laquelle la police et les militaires sont actuellement exclus de cette réforme réside dans le fait que ces organes assurent des missions de sécurité et qu'ils ont subi très récemment – respectivement en 2001 et en 2007 – des réformes approfondies. Ces réformes étaient assorties de mesures transitoires qui sont encore actuellement en vigueur et peuvent difficilement être remises en cause [...].

La réforme structurelle nécessaire de la législation sur les pensions, qui vise à relever l'âge de la retraite anticipée et à préserver l'équilibre financier du régime des pensions, est donc nécessairement liée à une évolution historique caractérisée par des différences dont certaines ne sont plus justifiables. En effet, la législation actuelle traite différemment certaines situations égales et elle traite de la même façon des situations inégales.

Le projet à l'examen vise à répartir uniformément les efforts entre les différentes catégories professionnelles, en tenant compte à la fois des différences réelles qui sont maintenues et des efforts qui, dans un passé récent, ont déjà été demandés à certaines catégories professionnelles. Le législateur procède à ces pondérations, parmi beaucoup d'autres, pour parvenir à un ensemble équilibré tout en supprimant de manière progressive les déséquilibres existants. La suppression brutale de toutes les différences ne se justifierait pas parce qu'elle bouleverserait trop l'ordre juridique et aurait des conséquences sociales et économiques non souhaitées.

Qui plus est, des différences subsistent entre certaines catégories professionnelles, différences qui justifient objectivement une législation différente en matière de pensions. Le projet à l'examen part du principe que l'on tend vers une uniformité maximale en ce qui concerne les principes généraux. C'est également la raison pour laquelle un certain nombre de régimes spéciaux, à savoir, dans le régime des pensions des travailleurs salariés, sont supprimés et qu'un certain nombre de dispositions issues de la réglementation générale sont appliquées à une série de groupes cibles spécifiques du secteur public. Le projet à l'examen prévoit toutefois également de nombreuses mesures transitoires permettant au Roi de prendre, après concertation avec les partenaires sociaux, des arrêtés sur mesure pour les catégories professionnelles concernées, qui correspondent mieux à la réalité d'aujourd'hui et qui tiennent compte des considérations mentionnées ci-avant' (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, DOC 53-1952/016, pp. 11-12).

Les travaux préparatoires relatifs à l'article 3 attaqué de la loi du 13 décembre 2012 indiquent :

'[...] [Une] précision est apportée au deuxième alinéa de l'article 88 de la loi du 28 décembre 2011. En effet, en plus de la mention 'limites d'âge préférentiel', dont les catégories mentionnées ci-dessus constituent une exception, il est ajouté celle de 'conditions de carrière'. Dans la version actuelle de l'article 88, cette dernière mention

n'avait pas été expressément reprise, ce qui peut entraîner une hésitation, alors que l'exposé des motifs de la loi du 28 décembre 2011 envisageait expressément les conditions de carrière et de limites d'âge préférentiel' (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, DOC 53-2405/001, p. 16).

B.7.3. Du point de vue d'une réglementation cohérente, il peut être considéré comme souhaitable de soumettre toutes les catégories du personnel de la fonction publique à un relèvement de l'âge de la retraite ; de plus, il convient de prendre en considération que toute exception subsistante au relèvement de l'âge de la retraite et au nombre d'années de service requis porte non seulement préjudice à l'objectif poursuivi mais également à l'assise sociale nécessaire pour la réforme globale des retraites. Toutefois, il ressortit à la liberté d'action du législateur, compte tenu de la concertation sociale menée à ce sujet et de ce que la pénibilité de certaines fonctions a traditionnellement justifié des mesures dérogatoires, d'apprécier s'il y a lieu de chercher à aligner davantage ou non les régimes existants à cet égard et, le cas échéant, de déterminer à quel moment et de quelle manière il faut réaliser, par des mesures concrètes, une uniformité accrue entre ceux-ci.

B.7.4. La volonté de tenir compte des attentes légitimes des anciens officiers de gendarmerie et le choix de continuer à leur assurer un avantage qu'ils pouvaient considérer comme constituant un aspect de leur statut pouvaient, à l'époque de la réforme des polices de 2001, justifier qu'ils puissent conserver un statut de pension plus favorable que celui des anciens membres du personnel de la police communale et de la police judiciaire.

La réforme des pensions de 2011, qui vise à permettre la poursuite du financement des pensions à long terme, exige toutefois des efforts de chacun, comme le ministre des Pensions l'a déclaré au cours de travaux préparatoires (*Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1409/2, pp. 2-3). Par cette réforme des pensions, le législateur a – certes de manière justifiée – porté atteinte aux attentes légitimes de tous les fonctionnaires, y compris des membres du personnel des anciens corps de police communale et de l'ancienne police judiciaire, entre autres en relevant de deux ans l'âge auquel ils peuvent partir à la retraite anticipée.

Les objectifs qui jouaient un rôle à l'époque de la réforme des polices ne peuvent pas, à l'heure actuelle, justifier pourquoi le législateur excepte les anciens officiers de gendarmerie des efforts qu'il requiert de tous, d'autant qu'avant la réforme des pensions déjà, cette catégorie de fonctionnaires bénéficiait d'une condition d'âge plus avantageuse pour la retraite anticipée.

Ce constat est d'autant plus prégnant que l'intégration des différents corps de police a été réalisée il y a plus de onze ans déjà. Depuis lors, les officiers de la police intégrée exercent les mêmes tâches et s'exposent aux mêmes risques, qu'ils aient appartenu, avant la réforme des polices, à la gendarmerie ou aux corps de police communale ou à la police judiciaire.

B.7.5. Les anciens officiers de gendarmerie ne pouvaient du reste pas légitimement escompter qu'ils échapperaient toujours à toute réforme des pensions. La possibilité que leur statut de retraite subisse à l'avenir davantage de modifications est en effet explicitement mentionnée à l'article 14, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 mars 2001 [relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit].

B.7.6. Par conséquent, il n'existe pas de justification raisonnable à l'accroissement de la différence de traitement qui existait déjà concernant l'âge de la retraite anticipée au sein de la police intégrée.

Les moyens sont fondés. En conséquence, les mots 'pour la police intégrée' figurant à l'article 88, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, modifié par l'article 3 attaqué de la loi du 13 décembre 2012, doivent être annulés.

B.7.7. Étant donné que l'examen au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec ses articles 177 et 184 et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, ne saurait conduire à une annulation plus étendue, les moyens ne doivent pas être examinés pour le surplus.

B.8. Une annulation non modulée dans le temps entraînerait toutefois à son tour des effets disproportionnés pour les [membres de la police intégrée] qui, au moment du prononcé de l'arrêt, ont déjà pris leur retraite anticipée, sur la base de la disposition attaquée.

Une telle annulation porterait également atteinte aux droits acquis des [membres de la police intégrée] dont la demande de départ anticipé à la retraite, sur la base de la disposition attaquée, a déjà été acceptée au moment du prononcé de l'arrêt, même si leur départ à la retraite interviendra à une date postérieure au prononcé du présent arrêt.

En conséquence, les effets de la disposition annulée doivent être maintenus à l'égard de ces catégories de personnes ».

L'avant-projet de loi n'a pour objet de neutraliser « l'accroissement de la différence de traitement qui existait déjà concernant l'âge de la retraite anticipée au sein de la police intégrée » mais réinstaure à titre transitoire cette différence de traitement, et ce au-delà de ce que la Cour a jugé au titre du maintien des effets de la disposition annulée.

La seule justification fournie par l'auteur de l'avant-projet consiste à affirmer que « l'article 2 du projet traduit en disposition légale la mesure transitoire prévue par l'accord du Gouvernement ».

Dans ces conditions, l'avant-projet méconnaît les articles 10 et 11 de la Constitution.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“L’urgence est motivée par le fait qu’un grand nombre de dossiers sont actuellement bloqués dans l’attention de l’adoption de l’avant-projet de loi. Les demandes de pensions des membres du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée visés aux articles 5 et 10 de la loi du 30 mars 2001 qui étaient dans les conditions pour demander leur pension mais qui avaient postposé leur départ ne peuvent rester bloquées plus longtemps”.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Het voorontwerp strekt tot het verlengen, gedurende een jaar, van de handhaving van de gevolgen van een door het Grondwettelijk Hof vernietigde bepaling die aan bepaalde personeelsleden van de geïntegreerde politie de mogelijkheid biedt om vervroegd met pensioen te gaan, respectievelijk op de leeftijd van 54, 56 of 58 jaar; voor de andere personeelsleden van de geïntegreerde politie is de leeftijd waarop om vervroegd pensioen kan worden gegaan die welke door het gemeenrecht is vastgesteld, namelijk 62 jaar.

In arrest nr. 103/2014 van 10 juli 2014 heeft het Grondwettelijk Hof geoordeeld wat volgt:

“B.6.1. De bestreden bepalingen maken deel uit van een structurele hervorming van de pensioenen van het overheidspersoneel, die erop gericht is om op lange termijn de budgettaire kosten van de vergrijzing te beheersen. De hervorming strekt in de eerste plaats ertoe de mensen langer te doen werken.

B.6.2. Het komt de wetgever toe te oordelen in hoeverre het opportuun is maatregelen te nemen met het oog op besparingen inzake rust- en overlevingspensioenen. Aangezien die pensioenen met overheidsfondsen worden gefinancierd, moet de last die op de Staat weegt, kunnen worden gewijzigd wanneer de sanering van de openbare financiën of het tekort in de sociale zekerheid zulks vereisen.

Bij het bepalen van zijn pensioenbeleid beschikt de wetgever derhalve over een ruime beoordelingsbevoegdheid. Dat is des te meer het geval wanneer de betrokken regeling het voorwerp heeft uitgemaakt van sociaal overleg.

B.6.3. Indien evenwel een wettelijke pensioenregeling bepaalde categorieën van personen beoogt en andere categorieën niet, of indien eenzelfde regeling van toepassing wordt gemaakt op categorieën van personen die zich in een wezenlijk verschillende situatie bevinden, dient het Hof te onderzoeken of de bestreden bepalingen evenredig zijn met het nagestreefde doel en of zij geen onevenredige gevolgen hebben ten aanzien van de situatie van de ene of de andere van die categorieën van personen. Van discriminatie zou derhalve slechts sprake zijn indien het verschil in behandeling dat voortvloeit uit de toepassing van de pensioenregels een onevenredige beperking van de rechten van de daarbij betrokken personen met zich zou meebrengen.

B.7.1. De leeftijd van 60 jaar waarop een ambtenaar voorheen met vervroegd pensioen kon gaan, wordt vanaf 2013 op geleidelijke wijze verhoogd, meer bepaald jaarlijks met 6 maanden, om vanaf 2016 op 62 jaar te blijven. Ook het vereiste aantal dienstjaren wordt slechts geleidelijk verhoogd: het bedraagt in beginsel 38 jaar vanaf 2013, 39 jaar vanaf 2014 en 40 jaar vanaf 2015.

B.7.2. Artikel 88, tweede lid, van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 3, vrijwaart evenwel voor het rijdend personeel van de NMBS-Holding, voor de geïntegreerde politie en voor de (gewezen) militairen de voorheen bestaande “voorwaarden inzake de duur van de diensten” en “preferentiële leeftijdsgrenzen van de oppensioenstelling”. In de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 december 2011 wordt die uitzondering als volgt toegelicht:

“De reden waarom de politie en de militairen momenteel zijn uitgesloten uit deze hervorming vloeit voort uit het feit dat het gaat om organen die instaan voor de veiligheid én die zeer recent grondige hervormingen in respectievelijk 2001 en 2007 hebben ondergaan. Deze hervormingen zijn gepaard gegaan met overgangsmaatregelen die nu nog van kracht zijn en vandaag moeilijk opnieuw in vraag kunnen worden gesteld.[...]”

De noodzakelijke structurele hervorming van de pensioenwetgeving, die de bedoeling heeft om de vervroegde uittredingsleeftijd op te trekken en het financieel evenwicht van het pensioensysteem te handhaven vertrekt dus noodzakelijkerwijs vanuit een historisch gegroeide situatie die gekenmerkt wordt door verschillen die in een aantal gevallen niet meer verantwoordbaar zijn omdat de huidige wetgeving in een aantal gevallen gelijke situaties ongelijk behandelt en ongelijke situaties gelijk behandelt.

Dit ontwerp beoogt de inspanningen gelijk te verdelen over de verschillende beroepscategorieën, rekening houdend met de reële verschillen die blijven bestaan én met de inspanningen die in een recent verleden reeds gevraagd werden van bepaalde beroepscategorieën. De wetgever maakt deze en tal van andere afwegingen om tot een evenwichtig geheel te komen waarbij via de weg van de geleidelijkheid bestaande onevenwichten weggewerkt worden. De plotse afschaffing van alle verschillen is niet verantwoord omdat dit een te grote ontwrichting voor de rechtsorde zou betekenen en ongewenste sociale en economische gevolgen zou hebben.

Bovendien blijven er verschillen bestaan tussen bepaalde beroepscategorieën die een verschillende pensioenwetgeving objectief verantwoorden. Het uitgangspunt van dit ontwerp is dat inzake de algemene principes een maximale eenvormigheid nagestreefd wordt. Dat is ook de reden waarom een aantal bijzondere stelsels, met name in het pensioenstelsel van de werknemers afgeschaft worden en waarom een aantal bepalingen uit de algemene reglementering op een aantal specifieke doelgroepen in de publieke sector toegepast wordt. Dit ontwerp voorziet echter ook in tal van overgangsmaatregelen die de Koning toelaten om, na overleg met de sociale partners, besluiten op maat van de betrokken beroepscategorieën te nemen die beter aansluiten bij de realiteit van vandaag én

die rekening houden met de hiervoor vermelde overwegingen” (*Parl.St.*, Kamer, 2011-2012, DOC 53-1952/016, pp. 11-12).

De parlementaire voorbereiding van het bestreden artikel 3 van de wet van 13 december 2012 vermeldt:

“[...] [In] dit tweede lid van artikel 88 van de wet van 28 december 2011 [wordt] een verduidelijking aangebracht. Naast de vermelding van de ‘preferentiële leeftijdsgrenzen’, waarop voormelde categorieën een uitzondering uitmaken, wordt de vermelding van de ‘loopbaanvoorwaarden’” toegevoegd. In de huidige tekst van artikel 88 wordt deze laatste vermelding niet uitdrukkelijk weergegeven, wat tot verwarring aanleiding kan geven, niettegenstaande de memorie van toelichting bij de wet van 28 december 2011 uitdrukkelijk spreekt over loopbaanvoorwaarden en preferentiële leeftijdsgrenzen” (*Parl.St.*, Kamer, 2011-2012, DOC 53-2405/001, p. 16).

B.7.3. Vanuit het oogpunt van een coherente regelgeving kan het wenselijk worden geacht om alle categorieën van overheidspersoneel aan een verhoging van de pensioenleeftijd te onderwerpen; bovendien dient in aanmerking te worden genomen dat iedere blijvende uitzondering op de verhoging van de pensioenleeftijd en van het vereiste aantal dienstjaren niet enkel afbreuk doet aan de vooropgezette doelstelling, maar ook aan het noodzakelijke maatschappelijke draagvlak van de algehele pensioenhervorming. Het behoort evenwel tot de beleidsvrijheid van de wetgever, rekening houdend met het daaromtrent gevoerde sociaal overleg en met het feit dat de zwaarte van sommige functies afwijkende maatregelen traditioneel heeft verantwoord, te oordelen of in dat verband een grotere gelijkschakeling al dan niet wenselijk is en in voorkomend geval te bepalen op welk tijdstip en op welke wijze via concrete maatregelen vorm moet worden gegeven aan een grotere uniformiteit tussen de bestaande regelingen.

B.7.4. De wil om rekening te houden met de gerechtvaardigde verwachtingen van de gewezen rijkswachtofficiëren en de keuze om hun een voordeel te blijven waarborgen dat zij konden beschouwen als zijnde een aspect van hun statuut, konden ten tijde van de politiehervorming van 2001 rechtvaardigen dat zij een gunstiger pensioenstatuut mochten behouden dan de gewezen personeelsleden van de gemeentepolitie en van de gerechtelijke politie.

De pensioenhervorming van 2011, die beoogt de pensioenen op lange termijn betaalbaar te houden, vergt evenwel inspanningen van iedereen, zoals de minister van Pensioenen tijdens de parlementaire voorbereiding heeft verklaard (*Parl.St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1409/2, pp. 2-3). Met die pensioenhervorming heeft de wetgever – weliswaar op gerechtvaardigde wijze – afbreuk gedaan aan de rechtmatige pensioenverwachtingen van alle ambtenaren, met inbegrip van de personeelsleden van de vroegere gemeentelijke politiekorpsen en van de vroegere gerechtelijke politie, onder meer door de leeftijd waarop zij vervroegd met pensioen kunnen gaan, met twee jaren te verhogen.

De doelstellingen die ten tijde van de politiehervorming speelden, kunnen thans niet verantwoorden waarom de wetgever de gewezen rijkswachtofficiëren uitzondert van de inspanningen die hij van eenieder vraagt, temeer daar die categorie van ambtenaren reeds vóór de pensioenhervorming over een gunstiger leeftijdsvoorwaarde voor vervroegd pensioen beschikte.

Die vaststelling klemmt des te meer nu de integratie van de verschillende politiekorpsen intussen meer dan elf jaar achter de rug is. De officieren in de geïntegreerde politie oefenen sindsdien dezelfde taken uit en staan bloot aan dezelfde risico's, ongeacht of zij vóór de politiehervorming tot de rijkswacht, dan wel tot de gemeentelijke politiekorpsen of de gerechtelijke politie behoorden.

B.7.5. De gewezen rijkswachtofficiëren vermochten overigens niet rechtmatig te verwachten dat zij blijvend van elke pensioenhervorming zouden zijn vrijgesteld. De mogelijkheid dat hun pensioenstatuut in de toekomst verdere wijzigingen zou ondergaan, wordt immers expliciet vermeld in artikel 14, eerste lid, van de wet van 30 maart 2001.

B.7.6. Bijgevolg bestaat er geen redelijke verantwoording voor de vergroting van het reeds bestaande verschil in behandeling inzake de vervroegde pensioenleeftijd binnen de geïntegreerde politie.

De middelen zijn gegrond. Bijgevolg dienen in artikel 88, tweede lid, van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, gewijzigd bij het bestreden artikel 3 van de wet van 13 december 2012, de woorden “voor de geïntegreerde politie” te worden vernietigd.

B.7.7. Aangezien de toetsing aan de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 177 en 184 ervan en met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, niet tot een ruimere vernietiging zou kunnen leiden, dienen de middelen voor het overige niet te worden onderzocht.

B.8. Een niet in de tijd gemoduleerde vernietiging zou evenwel op haar beurt onevenredige gevolgen hebben ten aanzien van [de leden van de geïntegreerde politie] die op het ogenblik van de uitspraak van het arrest reeds op grond van de bestreden bepaling vervroegd met pensioen zijn gegaan.

Tevens zou een dergelijke vernietiging afbreuk doen aan de verworven rechten van [de leden van de geïntegreerde politie] wier aanvraag voor een vervroegd pensioen op grond van de vernietigde bepaling op het ogenblik van de uitspraak van het arrest reeds is goedgekeurd, zelfs wanneer hun pensioen ingaat na de datum van de uitspraak van het onderhavige arrest.

Bijgevolg dienen de gevolgen van de vernietigde bepaling ten aanzien van die categorieën van personen te worden gehandhaafd”.

Het voorontwerp van wet strekt niet tot het wegwerken van “de vergroting van het reeds bestaande verschil in behandeling inzake de vervroegde pensioenleeftijd binnen de geïntegreerde politie”, maar stelt dat verschil in behandeling opnieuw in bij wijze van overgangsmaatregel en gaat daarin verder dan wat het Hof heeft geoordeeld met betrekking tot het handhaven van de gevolgen van de vernietigde bepaling.

De enige rechtvaardiging die de steller van het voorontwerp biedt, bestaat erin te stellen dat “[a]rtikel 2 van het ontwerp [...] de in het Regeerakkoord voorziene overgangsmaatregel om[zet] in een wettelijke bepaling”.

Gelet op het voorgaande schendt het voorontwerp de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT